# Le pouvoir d’achat est un salami

Nous sommes en crise et il faut faire des économies. L’époque de l’arrosage à l’aveuglette est révolue. D’autant plus que nous Luxembourgeois et Luxembourgeoises, sommes les champions du monde des largesses sociales. Halte au gaspillage!

Ce genre de raisonnement n’est pas nouveau. Mais le nouveau gouvernement entend le mettre en musique concrètement. Deux idées s’entrechoquent: primo, celle qu’en temps de crise économique, il faut réduire les dépenses. Secundo, jouer sur la mauvaise conscience collective d’un gaspillage dont nous profiterions tous, mais qui doit avoir des limites.

Mais bon, tout n’est pas aussi facile.

Pour l’instant, il n’est pas encore très facile d’y voir clair dans les intentions de la coalition DP-LSAP-Gréng (allez, on arrête de l’appeler « Gambie », ce pays n’y est pour rien).
Pour l’instant, ils « calculent », ils « consultent ». Normal, direz-vous, la plupart des ministres sont nouveaux. Sauf que les administrations, elles, ne le sont pas. On va donc dire qu’ils doivent mettre un certains temps à faire passer des pilules antisociales. Et ça, ça ne s’improvise pas.

**Le calcul des pilules amères**

Une des rares chose qui vient d’être confirmée, c’est la hausse de la TVA, dont on sait qu’il s’agit d’un impôt injuste puisqu’il n’est pas progressif et que riche ou pauvre paie le montant. Pour un salaire de 2.000 euros, 50 euros valent plus

que pour un salaire de 6.000 euros.

Aujourd'hui, nous apprenons par la voix du président du LSAP, Alex Bodry, que le taux d'imposition maximal (le fameux « Spëtzesteiersaz ») sera augmenté. C'est une nouvelle, car si ce point était bien présent dans le programme du LSAP, aussi bien le Premier ministre Xavier Bettel que la bourgmestre de la capitale et ancienne dirigeante du DP, Lydie Polfer, avaient assuré, en bons libéraux, que « l'impôt est du poison pour l'économie ».

Il se pourrait donc que les socialistes commencent à prendre conscience du caractère antisocial du gouvernement dans lequel ils se sont installés. Il fallait donc vite ramener un peu la barre à gauche. Cette mesure a-t-elle été discutée au sein de la coalition? Les socialistes font-ils pression sur le DP?

**Le taux d'impôt maximal: la contrepartie?**

Cette annonce tombe également à un moment où la ministre (libérale elle aussi) de la Famille, Corinne Cahen, commence elle aussi à dessiner des contours de sa politique sociale en matière de toutes sortes d'allocations. Difficile là aussi encore de dire avec exactitude jusqu'où le gouvernement veut aller. Ce matin encore, l'OGBL a publié un communiqué de presse conjoint avec le ministère suite à un premier échange de vues. Pour l'instant, la ministre ne cherche pas le conflit, se veut rassurante. L'OGBL ne semble pas trop alarmé mais reste sur ses gardes.

Toutefois, en matière d'allocations familiales, la ministre, comme on a pu l'entendre après les incessantes questions de Sascha Georges sur RTL (bonne interview, soit dit en passant!), tout indique qu'elles seront revues… à la baisse. La ministre a beau insister que l'on ne peut rien enlever à un enfant qui n'est « même pas encore en route » (puisque la nouvelle réglementation ne devrait entrer en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2015), elle avoue donc que ce sera moins

que s’il était né un an plus tôt.

Nous n’allons pas nous attarder dans cet article sur logique erronée qui impose de faire des économies en temps de crise, cela nous mènerait trop loin.

Si les socialistes réussissaient en effet à faire passer l’idée d’une augmentation du taux d’impôt maximal (encore faudrait-il savoir de combien), nous n’en sommes pas encore à plus de justice sociale. A quoi serviraient ces recettes supplémentaires? Prendre à celles et ceux qui ont plus (et il ne s’agit même pas encore des grandes sociétés qui réalisent d’énormes bénéfices), c’est très bien, mais à quoi bon si celles et ceux qui ont moins n’en profitent pas? La logique pourrait même être perverse: faire passer à la caisse ceux qui gagnent plus pour mieux justifier la mise à contribution des revenus plus modestes.

**Prendre (un peu) aux riches pour mieux prendre aux pauvres**

Mais il ne faut pas s’attendre du gouvernement qu’il fasse subir au pays au cure d’austérité brutale. Il passera « en douceur », mesurette après mesurette. Pour certains, l’augmentation de la TVA de deux points peut paraître supportable. Enfin, à mesure que vous gagnerez plus, vous la supporterez plus. Le gouvernement a beau être tout neuf, le ministre des Finances Pierre Gramegna n’est pas tombé de la dernière pluie. Ainsi, certains taux ne seront pas augmentés, comme le taux « super réduit », fixé à 3 %, et qui concerne notamment les biens à l’alimentation et les médicaments. L’augmentation de 2 % concernera donc le « taux réduit », qui passera de 6 à 8 % et qui concerne des biens tout aussi courants que l’électricité ou le chauffage, le coiffeur ou… les réparations de vélos (merci pour la mobilité douce). Finalement, le « taux médian » augmentera aussi, de 12 à 14 %: concernés sont des produits tels que les articles de ménage, mais aussi certaines boissons alcoolisées.

Ceci dit, il ne faudrait pas oublier un petit « détail »: une augmentation de la TVA, cela signifie une augmentation de l'inflation, puisque les prix augmenteront. Pas de problème, nous avons toujours l'index qui le compensera. Mais voilà, le nouvel index ne le compense plus complètement et d'autres manipulations sont à prévoir (ah, si seulement ce gouvernement était clair sur sa politique économique, il serait plus facile d'écrire cet article!).

**Un peu + un peu + un peu, ça fait beaucoup**

Il n'y a pas si longtemps, quelques mois auparavant, les tickets de bus ont été augmentés (passant à l'unité de 1,50 à 2 euros). Encore une petite augmentation. Certes, cette décision fut prise par le gouvernement précédent, mais rien n'indique que l'actuelle coalition n'aurait pas fait de même. Ces « légères » augmentations (transports publics, allocations familiales et autres aides, TVA, manipulation de l'index…), ne font que s'accumuler et contribuent à l'appauvrissement réel et graduel de la population, ainsi que de la baisse du pouvoir d'achat. Une accumulation d'impacts sur le pouvoir d'achat dont vous pourrez être certains que vous les ressentirez. Et encore, nous ne connaissons pas tout.